
Mémoire du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de la****République de l'Inde****Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés**Numéro du projet: 1100001715

Cote du document: EB 2022/LOT/P.4

Date: 24 novembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 55.

Questions techniques:**Reehana Raza**

Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
courriel: r.raza@ifad.org

Ulaş Demirag

Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: u.demirag@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
IV. Exécution	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Cadre logique mis à jour incorporant le financement additionnel
- II. Résumé mis à jour de l'analyse économique et financière

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Ulaş Demirag
Responsable technique:	Elizabeth Ssendiwala
Responsable des finances:	Norpulat Daniyarov
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Structure chargée de la gestion du bassin du Meghalaya
Coût total du projet:	205,76 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA:	32,40 millions de DTS (équivalant approximativement à 50 millions d'USD)
Conditions du financement initial du FIDA:	Conditions mixtes
Montant du prêt additionnel du FIDA:	20,58 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Conditions ordinaires
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	7,37 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,77 million d'USD
Autres:	Banques: 1,94 million d'USD Convergence: 5,2 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Par le présent mémorandum, le Conseil d'administration est invité à approuver un financement additionnel consistant en un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de 20,58 millions d'USD pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés dans l'État indien du Meghalaya. Le projet a été initialement examiné par le Conseil d'administration en avril 2014¹, lequel a approuvé un financement d'un montant de 32,4 millions de DTS à des conditions mixtes au titre du cycle du Système d'allocation fondé sur la performance relatif à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA. Le coût total du projet, d'un montant de 169,9 millions d'USD, a été financé par un prêt du FIDA de 32,4 millions de DTS (50 millions d'USD), une contribution du Gouvernement du Meghalaya de 49,7 millions d'USD, un crédit bancaire de 29,3 millions d'USD, une convergence de 28,2 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 12,7 millions d'USD. Avec cette proposition de financement additionnel, le coût total du projet s'élève à 35,85 millions d'USD.
2. Après un démarrage relativement lent, la performance du projet s'est considérablement améliorée à la suite de la restructuration opérée lors de l'examen à mi-parcours en 2018. Malgré les restrictions liées à la COVID-19 et les limitations de décaissement recommandées par le FIDA au moment même où le projet connaissait une évolution majeure, il a été possible d'accélérer l'exécution du projet, lequel est en passe d'obtenir les effets directs et les produits prévus dans le cadre du financement initial et d'utiliser largement l'allocation initiale. Le Gouvernement du Meghalaya propose de renforcer l'impact du projet et de reproduire à plus grande échelle certaines des activités qui se sont avérées fructueuses en matière de gestion des ressources naturelles résiliente face aux aléas climatiques, de production axée sur le marché et d'accès au financement par le biais de coopératives villageoises. Le projet a démontré qu'il pouvait servir de modèle pour la région du Nord-Est en mettant en place des interventions innovantes. Dans ce contexte, le Gouvernement indien a demandé au FIDA de prolonger de deux ans la durée du projet et de fournir un financement additionnel de 20,58 millions d'USD à des conditions ordinaires afin de consolider les résultats, d'élargir la zone de desserte et de reproduire à plus grande échelle les modèles qui ont fait leurs preuves.

B. Description du projet initial

3. Le but du projet, qui est d'améliorer les revenus des ménages et la qualité de vie dans l'État rural du Meghalaya, sera atteint par le biais de l'objectif de développement suivant: élargir et pérenniser des perspectives de subsistance adaptées à un environnement accidenté et aux effets des changements climatiques.
4. Au moment de sa conception, le projet comportait quatre composantes: i) ressources naturelles et sécurité alimentaire; ii) appui aux moyens de subsistance; iii) services relatifs aux savoirs; iv) gestion du projet. Lors de l'examen à mi-parcours, les composantes ont été affinées et réorganisées comme suit: composante 1: gestion intégrée des ressources naturelles; composante 2: finance rurale; composante 3: développement inclusif des filières d'approvisionnement et des entreprises en utilisant la gestion des savoirs comme thème transversal.

¹ [EB 2014/111/R.8/Rev.1.](#)

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

5. Après avoir observé le succès des nouveaux modèles de coopératives villageoises intégrées, de filières et d'interventions de commercialisation du projet et la façon dont ils contribuent à soutenir les populations rurales, notamment pendant la pandémie de COVID-19, le Gouvernement du Meghalaya a estimé qu'il était nécessaire et possible d'élargir la portée et l'échelle du projet. L'objectif principal du financement additionnel est d'accroître le nombre de ménages bénéficiaires, d'élargir la portée des interventions dans les villages déjà ciblés par le projet et de favoriser l'extension du projet à de nouveaux villages². La reproduction à plus grande échelle vise à exploiter pleinement le potentiel de certaines filières qui se sont révélées prometteuses³ et à consolider les acquis obtenus grâce aux activités d'intermédiation financière réalisées par le biais des coopératives villageoises intégrées, ainsi qu'à favoriser la durabilité sur le long terme. Le financement additionnel aura un impact durable sur le développement de l'État du Meghalaya. Le Gouvernement du Meghalaya estime également que le projet peut devenir un projet phare pour la région du Nord-Est, car il a déjà permis de mettre en place des solutions innovantes qui ont favorisé l'accès au financement, la promotion des entreprises et l'adaptation des marchés au contexte régional⁴.
6. Le financement additionnel servira à: i) élargir la zone de desserte, en faisant passer à 24 le nombre de sous-districts desservis, contre 18 actuellement; ii) ajouter 23 577 nouveaux ménages au nombre de ménages bénéficiaires; iii) étendre à 225 villages supplémentaires les mécanismes d'inclusion financière par le biais des coopératives villageoises intégrées; iv) élargir les interventions relatives au développement des marchés et à l'entrepreneuriat du pôle PRIME⁵, qui concernent actuellement 18 sous-districts, aux 46 sous-districts relevant du projet. La majorité des nouveaux ménages seront issus des tribus répertoriées, qui représentent plus de 85% de la population de l'État du Meghalaya. Le financement additionnel permettra ainsi de pérenniser dans l'ensemble de l'État l'ampleur et l'impact des résultats en matière de développement.
7. Sur la base des enseignements tirés, notamment pendant la pandémie de COVID-19, où l'accès au financement et aux marchés s'est révélé être un élément déterminant pour renforcer la résilience des agriculteurs, le Gouvernement du Meghalaya souhaite transposer à plus grande échelle la formation des groupes de producteurs et des coopératives villageoises intégrées et mettre en place des centres de commercialisation collective⁶ et des unités de transformation pour certains groupes de produits dans six nouveaux sous-districts des districts du projet qui présentent un potentiel de développement important. L'élargissement et l'augmentation envisagés concernant la capacité des producteurs à accéder aux financements et aux marchés répondront de manière globale et durable aux

² Comme prévu lors de sa conception, le projet est mis en œuvre dans certains villages et sous-districts dans l'ensemble des districts de l'État du Meghalaya. Les nouveaux villages ciblés appartiennent donc à la zone géographique initiale du projet.

³ Dans le cadre du projet, certaines filières comme celles du gingembre, du curcuma, des plantes médicinales et aromatiques ont démontré qu'il était possible d'accroître les revenus des agriculteurs.

⁴ Le personnel du Projet d'encouragement aux systèmes d'exploitation agricole résilients aux changements climatiques dans les hautes terres du Nord-Est, financé par le FIDA, a rencontré les membres du personnel du Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés pour découvrir leur expérience en matière de filières.

⁵ Lancé en 2020, le Programme de promotion et d'incubation d'entreprises axées sur le marché (Programme PRIME) vise à amener les habitants du Meghalaya, en particulier les jeunes, à s'orienter en priorité vers l'entrepreneuriat. Depuis le lancement du programme, l'entrepreneuriat a fortement progressé et constitue désormais le troisième choix de carrière le plus plébiscité au Meghalaya.

⁶ Les centres de commercialisation collective font office de guichets uniques pour le regroupement, la transformation, la commercialisation et la fourniture d'intrants. Les agriculteurs déclarent pouvoir négocier de bien meilleurs prix dans ces centres. Dans un centre de commercialisation collective de Wapung Skur, le gingembre se vend presque deux fois plus cher que le prix proposé aux agriculteurs par les intermédiaires.

besoins des populations rurales dans la zone du projet et créeront des opportunités basées sur le marché en vue d'améliorer leurs moyens d'existence.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

8. D'après un récent rapport sur l'indice de pauvreté multidimensionnelle, le taux de pauvreté dans le Meghalaya serait de 32,7%, contre 25% au niveau national⁷. Au niveau démographique, l'État affiche le deuxième taux de croissance décennal le plus élevé du pays.
9. Pour ce qui est de l'indice de développement humain, le Meghalaya occupe la 26^e place sur les 36 États que compte l'Inde (2020). En ce qui concerne l'indice de l'objectif de développement durable relatif à l'égalité des sexes, l'État s'en sort mieux en occupant la 18^e place (2021). Plus de 85% de la population du Meghalaya est constituée de tribus répertoriées, principalement les Garo, les Jaintia et les Khasi, dont un grand nombre suivent des traditions matrilineaires. Si les disparités fondées sur le genre sont faibles, on observe un écart important entre la pauvreté urbaine et rurale. Environ 80% de la population de l'État vit dans des zones rurales et dépend fortement de l'agriculture et des services connexes, en ayant largement recours à des pratiques traditionnelles. Cette situation est aussi problématique pour les jeunes, car elle leur offre peu de perspectives d'emploi et les pousse à migrer.
10. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - axé sur les jeunes.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

11. Le projet couvre l'ensemble de l'État du Meghalaya. Afin de disposer de composantes cohérentes axées sur des zones spécifiques de l'État, 1 350 villages dans les 11 districts ont été ciblés au moment de la conception. Grâce au financement additionnel, il est prévu de cibler 173 villages supplémentaires⁸. Lors de la conception initiale, les activités de gestion intégrée des ressources naturelles portaient sur 1 350 villages et aucun élargissement à de nouvelles zones n'a été proposé, car le Gouvernement du Meghalaya a mis en œuvre ces activités par le biais de la convergence. Néanmoins, une activité innovante concernant le paiement des services écosystémiques fera l'objet d'une expérimentation. Pour ce qui est des activités de finance rurale, 225 villages supplémentaires seront couverts, ce qui portera la couverture totale à 1 125 villages. S'agissant du développement des filières et des entreprises, les cibles initiales du projet visaient 1 350 villages et, grâce au financement additionnel, 173 villages supplémentaires pourront être couverts.
12. La stratégie de ciblage prévue en vertu du financement additionnel est conforme à la stratégie initiale du projet, laquelle a démontré son efficacité. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation du programme de pays, une « approche de saturation » sera adoptée dans les villages, c'est-à-dire que tous les ménages d'un même village seront pris en compte. Tous les ménages pourront adhérer à une coopérative villageoise intégrée et/ou à un conseil villageois pour l'emploi, ce qui leur permettra de participer au projet. Une attention particulière sera accordée à la création de revenus et d'opportunités entrepreneuriales pour les jeunes par le biais des pôles du Programme PRIME et d'initiatives de commercialisation.

⁷ NITI Aayog, 2021, National Multi-dimensional Poverty Index, Baseline report.

⁸ Le nombre de districts et de sous-districts a augmenté depuis le moment de la conception du projet, ce qui rend difficile toute comparaison sur ce point précis. Par conséquent, afin de mieux mesurer l'évolution, il sera utile de comparer le nombre de villages.

13. Le pourcentage de ménages déclarant utiliser des intrants améliorés, avoir augmenté leurs ventes de récoltes et de bétail et avoir enregistré une augmentation d'au moins 15% de leurs prix de vente demeure à 70%, 80% et 50% respectivement, malgré l'élargissement de la zone de desserte. Les changements envisagés concernant la portée et les résultats grâce au financement additionnel proposé, par rapport aux cibles initiales, sont les suivants:

Tableau 1

Cibles ajustées compte tenu du financement additionnel

	Indicateur	Cibles initiales	Cibles révisées après prise en compte du financement additionnel
Personnes bénéficiant des services du projet		243 530	267 107
Villages dans lesquels sont prévues des activités de gestion intégrée des ressources naturelles		1 350	1 350
Nombre de coopératives villageoises intégrées créées		300	450
Nombre de ménages concernés par le développement des filières et des entreprises		50 000	90 000
Nombre de membres ayant recours à des services financiers		90 000	100 000

C. Composantes, résultats et activités

14. Les composantes et les résultats initiaux sont présentés à la section 1.B. Les modifications apportées lors de l'examen à mi-parcours se sont concentrées sur le renforcement de l'efficacité de la mise en œuvre, en tenant compte des enseignements tirés afin de garantir la réalisation de l'objectif de développement du projet, et aucune modification n'a été apportée aux objectifs et aux indicateurs clés. Le prêt additionnel permettra de renforcer les cibles en matière de desserte, les effets directs et les produits au sein de la zone initiale du projet.
15. **Composante 1: gestion intégrée des ressources naturelles.** Les objectifs de desserte de cette composante ont été atteints en mars 2022. Au cours des deux prochaines années, cette composante se concentrera sur la pérennisation des progrès réalisés, l'augmentation de la disponibilité de l'eau à usage domestique pour réduire les corvées des femmes, le traitement des terres dégradées grâce à la biorémediation et la mise à l'essai d'une intervention visant à mesurer l'amélioration du stockage de carbone dans le sol afin de stimuler les services écosystémiques fournis par les villages grâce à la gestion intégrée des ressources naturelles. De nouveaux centres de location et centres d'intrants agricoles seront établis dans les coopératives villageoises intégrées appropriées.
16. **Composante 2: finance rurale.** Cette composante permettra de faire passer le nombre de membres de 90 000 à 100 000 et le nombre de villages de 900 à 1 125. Le financement additionnel permettra de créer 150 nouvelles coopératives villageoises intégrées couvrant 225 villages supplémentaires. Compte tenu de l'engagement du Gouvernement du Meghalaya à reproduire à plus grande échelle dans l'ensemble de l'État les interventions en lien avec les coopératives villageoises intégrées et à établir un système institutionnel durable pour leur réglementation et leur supervision, le financement additionnel permettra d'appuyer la numérisation du système de gestion financière de ces coopératives. Il servira également à financer la création d'une organisation faîtière pour les coopératives villageoises intégrées afin de renforcer leur supervision par le biais d'une cellule spécialisée. Puis, les fonctions de réglementation seront transférées au Ministère de la coopération du Gouvernement du Meghalaya.
17. **Composante 3: développement inclusif des filières d'approvisionnement et des entreprises.** Le projet reproduira à plus grande échelle les regroupements visant à promouvoir les filières en mobilisant 3 500 groupes de producteurs supplémentaires, en soutenant les maîtres formateurs pour leur permettre de

fournir des services techniques à ces groupes, et en développant des liens de commercialisation. L'avantage comparatif du Meghalaya concernant la production de semences et de matériel végétal sera davantage mis à profit et développé grâce au soutien continu du Centre international de la pomme de terre et d'autres organismes. Les missions spécifiques à certaines cultures, comme le gingembre et le curcuma, bénéficieront d'un soutien. Un modèle d'élevage de chèvres sera également expérimenté. Les groupes de producteurs et les entreprises (personnes individuelles, groupes et entités commerciales) seront soutenus par le biais de la modalité actuelle du Fonds de soutien aux filières. Au total, 200 centres de commercialisation collective, 10 pôles PRIME et 50 marchés seront soutenus. L'objectif principal du financement additionnel est de renforcer les liens avec le marché, d'améliorer la transformation et d'accroître, si possible, la valeur ajoutée, en vue d'augmenter les revenus agricoles.

18. Les activités de gestion des savoirs se poursuivront en continuant de mettre l'accent sur les études, la documentation et la diffusion, comme cela est déjà le cas dans le cadre du projet existant.
19. Les principaux effets directs et produits du financement additionnel sont les suivants:

Tableau 2

Effets directs supplémentaires escomptés, compte tenu du financement additionnel

<i>Composante</i>	<i>Principaux effets directs/produits prévus dans le cadre logique existant</i>	<i>Principaux effets directs/produits prévus dans le cadre du financement additionnel</i>
1. Gestion intégrée des ressources naturelles	50 000 exploitants indiquent que leur production agricole (céréales, horticulture et légumes) a augmenté d'au moins 10%.	65 000 agriculteurs indiquent que leur production agricole a augmenté.
	1 350 villages bénéficient d'interventions liées à l'eau.	Pas de changement
	20 000 ménages déclarent avoir gagné du temps lors de leur approvisionnement en eau ou en carburant.	22 000 ménages déclarent avoir gagné du temps lors de leur approvisionnement en eau ou en carburant.
2. Finance rurale	90 000 membres de coopératives villageoises intégrées utilisent des services financiers, soit par le biais de ces coopératives, soit par l'intermédiaire des banques.	100 000 membres de coopératives villageoises intégrées utilisent des services financiers de différentes sources.
	300 coopératives villageoises intégrées ont été créées et renforcées.	450 coopératives villageoises intégrées ont été créées et renforcées.
	La moyenne cumulée du capital social et de l'épargne par ménage membre d'une coopérative villageoise intégrée dépasse 10 000 roupies (INR).	Pas de changement
3. Développement inclusif des filières d'approvisionnement et des entreprises	50 000 ménages participent aux groupes de la chaîne d'approvisionnement par le biais de groupements de producteurs.	90 000 ménages participent aux groupes de la chaîne d'approvisionnement par le biais de groupements de producteurs.
	80% des ménages signalent une augmentation de leurs ventes de récoltes et de bétail.	Aucun changement, 40 000 ménages supplémentaires sont couverts.
	Nombre de personnes ayant reçu une formation portant sur des activités génératrices de revenus ou la gestion d'entreprise – 0	Nombre de personnes ayant reçu une formation portant sur des activités génératrices de revenus ou la gestion d'entreprise – 37 000

D. Coût, avantages et financement**Coût du projet**

20. Le prêt additionnel de 20,58 millions d'USD est proposé pour fournir au projet un financement additionnel qui lui permettra de renforcer et de reproduire à plus grande échelle ses activités, ses réalisations et ses résultats. Ces fonds seront

prélevés sur des ressources initialement destinées au Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh et qui ont été annulées. Le financement initial du FIDA s'élevait à 32,4 millions de DTS, dont environ 85% devraient être décaissés à la date initiale d'achèvement du projet, le 31 décembre 2022. La mauvaise performance du projet est essentiellement due à des retards de démarrage et à des difficultés concernant les liens avec le marché et la participation du secteur privé, qui étaient des concepts relativement nouveaux pour l'État du Meghalaya. Par la suite, après l'examen à mi-parcours, lorsque le projet a été restructuré, le rythme d'exécution s'est considérablement accéléré, mais les perturbations liées à la COVID-19 et les limitations de décaissement recommandées par le FIDA ont considérablement entravé l'accélération.

21. Le financement additionnel de 20,58 millions d'USD permettra d'obtenir un financement de contrepartie additionnel correspondant de 7,37 millions d'USD, un financement de convergence et un financement bancaire de 7,16 millions d'USD et des contributions des bénéficiaires à hauteur de 0,77 million d'USD, ce qui permettra d'accroître de 35,85 millions d'USD le montant initial du projet. La convergence désigne les ressources que le Gouvernement peut mobiliser pour financer des investissements et des services pertinents à l'intention des ménages participant au projet. Ces ressources additionnelles sont essentiellement mobilisées auprès de programmes gouvernementaux. Par conséquent, après approbation du prêt additionnel proposé, le coût global du projet passera de 169,91 millions d'USD à 205,76 millions d'USD. Le plan de financement détaillé par source de financement, par composante et par catégorie de dépenses est présenté dans les tableaux 3, 4 et 5, respectivement. Les coûts du projet par composante et par année sont présentés dans le tableau 6.

Tableau 3

Résumé du financement initial et du financement additionnel

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	50 063	20 575	70 638
Autres cofinanceurs	57 495	7 135	64 630
Bénéficiaires	12 682	774	13 456
Emprunteur/bénéficiaire	49 665	7 370	57 035
Total	169 905	35 854	205 759

* [Voir les tableaux 2 et 3 du document 3543-IN pour une répartition détaillée.](#)

Tableau 4

Financement additionnel: coût du projet par composante (et sous-composante) et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt additionnel du FIDA		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires*		Emprunteur/bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Gestion intégrée des ressources naturelles	1 745	49,0	1 054	29,6	-	-	760	21,4	3 559	9,9
2. Finance rurale	3 683	55,9	1 935	29,4	-	-	965	14,7	6 582	18,4
3. Développement inclusif des filières d'approvisionnement et des entreprises										
1. Développement inclusif des filières d'approvisionnement et des entreprises	7 579	74,2	-	-	-	-	2 640	25,8	10 219	28,5
2. Accès aux marchés	6 384	47,7	4 146	31,0	774	5,8	2 086	15,6	13 390	37,3
Sous-total	13 962	59,1	4 146	17,6	774	3,3	4 727	20,0	23 609	65,8
4. Services relatifs aux savoirs	375	85,1	-	-	-	-	66	14,9	440	1,2
5. Gestion du projet										
1. Unité de gestion du projet (Shillong)	569	51,4	-	-	-	-	537	48,6	1 106	3,1
2. Unités de gestion du projet au niveau du district	242	43,4	-	-	-	-	315	56,6	557	1,6
Sous-total	811	48,7	-	-	-	-	852	51,3	1 663	4,6
Total	20 575	57,4	7 135	19,9	774	2,2	7 370	20,6	35 854	100,0

* Des contributions en espèces et en nature sont attendues de la part des bénéficiaires.

Tableau 5
Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Gouvernement		Prêt additionnel du FIDA		Banques		Convergence		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux	2 022	18,0	5 067	45,1	-	-	4 146	36,9	-	-	11 235	31,3
2. Équipement et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Formation	501	10,0	4 493	90,0	-	-	-	-	-	-	4 994	13,9
4. Biens, services et intrants	773	18,0	3 397	79,1	-	-	126	2,9	-	-	4 296	12,0
5. Dons et subventions	3 172	23,2	6 880	50,3	1 935	14,1	928	6,8	774	5,7	13 689	38,2
6. Salaires, traitements et indemnités	645	56,3	501	43,7	-	-	-	-	-	-	1 147	3,2
7. Coût de fonctionnement	256	52,0	236	48,0	-	-	-	-	-	-	493	1,4
Total	7 370	20,6	20 575	57,4	1 935	5,4	5 200	14,5	774	2,2	35 854	100,0

Tableau 6
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Gestion intégrée des ressources naturelles	184	5,3	1 813	52,5	1 457	42,2	-	-	3 455
2. Finance rurale	146	2,3	3 930	62,6	2 201	35,1	-	-	6 278
3. Développement inclusif des filières d'approvisionnement et des entreprises	1 608	7,3	12 676	57,7	7 703	35,0	-	-	21 987
4. Services relatifs aux savoirs	-	-	117	30,3	256	66,4	13	3,3	386
5. Gestion du projet	94	6,3	437	29,5	771	52,1	179	12,1	1 481
Total	2 032	6,1	18 973	56,5	12 389	36,9	192	0,6	33 587
Sous-total provisions pour aléas financiers	43	1,9	1 061	46,8	1 124	49,6	39	1,7	2 267
Total	2 075	5,8	20 034	55,9	13 514	37,7	231	0,6	35 854

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

22. Le prêt initial du FIDA, d'un montant de 50 millions d'USD, couvre 24,3% du coût total du projet. Le financement additionnel du FIDA s'élève à 20,58 millions d'USD, soit 10% du coût total du projet. Ces prêts octroyés par le FIDA permettront de mobiliser un cofinancement de 135,12 millions d'USD, soit 65,7% du coût total du projet.

Décaissement

23. Aucun changement n'est apporté aux procédures de décaissement ni aux autres systèmes et processus de gestion financière, hormis la mise en place de décaissements sur la base de rapports. Par conséquent, le financement du FIDA sera décaissé sur la base de rapports financiers intermédiaires non vérifiés trimestriels dûment certifiés, conformément aux procédures de décaissement du FIDA: i) paiement direct pour les paiements en devises étrangères; ii) remboursement. Les taux de décaissement annuels ont été ajustés pour tenir compte des profils de dépenses du projet et des politiques publiques.
24. Il n'y aura pas d'affectation autorisée du compte désigné pour le financement additionnel, et les dépenses admissibles seront remboursées selon la méthode de décaissement des remboursements.
25. L'emprunteur recevra les fonds du prêt sur le compte désigné, libellé en dollars des États-Unis, qui a été ouvert pour recevoir un financement extérieur, et transmettra le financement au Gouvernement du Meghalaya, conformément aux procédures appliquées par le pays.
26. **Flux de fonds.** Aucun changement n'est apporté aux systèmes et procédures de flux de fonds. Le Gouvernement du Meghalaya préfinancera les dépenses annuelles du projet et transférera le montant, y compris les fonds de contrepartie du Gouvernement pour les dépenses du projet, à l'exception des salaires du personnel gouvernemental, sur le compte bancaire de la structure chargée de la gestion du bassin du Meghalaya (MBMA), une entreprise à but non lucratif qui relève de l'Office de développement du bassin du Meghalaya (MBDA).
27. Le Gouvernement indien transmettra les fonds correspondant au prêt du FIDA à l'État du Meghalaya selon la procédure de l'aide centrale supplémentaire, dont bénéficient certaines catégories d'États. Selon cette procédure, 90% du financement sera accordé à l'État du Meghalaya sous forme de don, et 10% sous forme de prêt.
28. Les **contributions des pouvoirs publics et des bénéficiaires** (en espèces et en nature) et la convergence seront intégrées dans le plan de travail et budget annuel (PTBA) et seront consolidées dans les rapports financiers intermédiaires non vérifiés du projet.

Résumé des avantages et analyse économique

29. Les modèles financiers préparés lors de la conception ont été révisés pour les adapter aux prix en vigueur. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) global du projet est estimé à 36,2%, soit un taux supérieur au TREI estimé lors de la conception initiale du projet. La valeur actuelle nette (VAN), à un taux d'actualisation de 7,5%, s'élève à 7 291 millions d'INR. La VAN positive, comme l'illustre le coût d'opportunité du capital actuel de 7,5%, indique que les investissements du projet sont solides.
30. Il ressort de l'analyse de sensibilité que si les avantages du projet apparaissent avec un retard de trois ans (c'est-à-dire si les activités de production du projet prennent plus de temps que prévu pour être reproduites à plus grande échelle), le TREI tombe à 19,3%, avec une VAN de 3 773 millions d'INR. Même dans le scénario défavorable où les activités du projet seraient retardées de trois ans, les coûts augmentent de 20% et les avantages diminuent de 20%, et le projet affiche un TREI de 12,9%, un taux bien supérieur au taux d'actualisation de 7,5%. Les

valeurs seuils indiquent que les investissements sont rentables, même si les coûts augmentent de 219,8% ou si les avantages diminuent de 68,7%.

Stratégie de retrait et durabilité

31. Si le projet dans son ensemble est conçu pour instaurer des institutions et des pratiques durables, les aspects relatifs à la durabilité diffèrent d'une composante à l'autre. Lors de sa conception, le projet disposait d'une stratégie de retrait et d'un plan de durabilité solides, qui sont mis en œuvre de manière systématique:
- i) La planification et la mise en œuvre participatives de la gestion intégrée des ressources naturelles figurent désormais dans le programme de travail annuel des conseils villageois pour l'emploi. Les comptes bancaires, la gestion des fonds, le soutien technique et la facilitation de la convergence entrepris dans le cadre du projet ont permis aux populations de poursuivre les activités de gestion intégrée des ressources naturelles au-delà de la période du projet en utilisant les fonds du Gouvernement du Meghalaya, conformément à la stratégie de retrait du projet.
 - ii) Des coopératives villageoises intégrées ont été créées en tant que coopératives autonomes affiliées à la Meghalaya Cooperative Apex Bank et réglementées par le Registre des coopératives de l'État du Meghalaya, ce qui leur permet de fonctionner comme des agents commerciaux des banques. La numérisation renforcera la fiabilité des procédures comptables et opérationnelles. L'organisation faîtière proposée pour les coopératives villageoises fournira un appui technique et stratégique. L'appropriation par la population, l'efficacité, la qualité des services et les liens avec les institutions externes et les organismes de réglementation garantiront la pérennité des coopératives villageoises intégrées après l'achèvement du projet.
 - iii) Les investissements dans les filières, y compris l'appui au renforcement des groupes de producteurs, ont permis d'accroître la productivité, la compétitivité ainsi que les revenus des groupes de producteurs et de leurs membres. Après l'achèvement du projet, les groupes de producteurs continueront à fonctionner comme prévu. Les investissements dans les centres de commercialisation collective serviront à créer une plateforme permettant de regrouper les produits et d'accroître leur valeur en vue de leur commercialisation. En collaboration avec des coopératives villageoises intégrées, certains centres de commercialisation collective ont déjà pu regrouper et commercialiser des produits pendant deux saisons, ce qui a permis de réduire le nombre d'intermédiaires dans les circuits de commercialisation et d'augmenter les prix de vente des produits. Les investissements dans les marchés, notamment dans les pôles PRIME, permettront aux groupes de producteurs d'avoir accès aux marchés de niveau supérieur et aux installations de transformation au sein des filières retenues. Grâce à la participation des acteurs du marché (aussi bien dans le secteur public que privé), ces filières fonctionneront de façon autonome après l'achèvement du projet.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

32. Les risques et leurs mesures d'atténuation sont présentés dans le rapport de conception initial du projet. Les principaux risques associés à la réalisation de l'objectif du projet portent sur les points suivants:
- i) **Capacité de gestion financière.** Les risques inhérents à la gestion financière des projets menés en Inde concernent généralement des retards dans le déblocage des fonds, des retards dans le règlement des avances et une documentation inadéquate mais, pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés, le déblocage des fonds a été effectué en temps voulu. Afin de garantir une atténuation des risques

adéquate, du personnel qualifié et expérimenté dans le domaine de la gestion financière au niveau de l'État a été engagé dans le cadre du projet, ce qui a permis d'améliorer considérablement le déblocage des fonds et la gestion financière.

- ii) **Passation des marchés.** Les risques portent sur la planification inadéquate de la passation des marchés et le respect des procédures y relatives. Afin de garantir une atténuation des risques adéquate, du personnel qualifié et expérimenté dans le domaine de la passation des marchés au niveau de l'État a été engagé dans le cadre du projet, ce qui a permis d'améliorer considérablement la gestion de la passation des marchés.
- iii) **Risques climatiques.** Le financement additionnel servira à poursuivre la mise en œuvre des bonnes pratiques et des techniques visant à atténuer les risques liés aux changements climatiques, en mettant l'accent sur l'augmentation de la disponibilité de l'eau et le traitement des eaux polluées par les mines de charbon en utilisant la technique des canaux à chauds ouverts et des mesures utilisant les végétaux. Le financement additionnel permettra d'expérimenter un système de paiement pour les services écosystémiques.

B. Catégorie environnementale et sociale

- 33. Un examen de l'expérience acquise dans le cadre de projets menés par le FIDA dans l'État du Meghalaya, qui comportent des interventions analogues, a montré que les activités du projet initial ne devraient pas avoir d'incidence négative sur l'environnement dans la zone du projet et qu'elles auraient au contraire des effets bénéfiques grâce à l'élaboration d'une approche respectueuse de l'environnement qui comprend des plans de gestion intégrée des ressources naturelles en vue d'optimiser l'utilisation durable des ressources naturelles. Pour autant, le projet a été classé dans la catégorie B, car l'intervention aura lieu dans des zones fragiles, conformément aux procédures du FIDA en vigueur lors de la conception. Un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) a été préparé en 2020, car la note d'examen environnemental et social préparée lors de la conception était générale et ne comprenait pas de mesures d'atténuation et/ou d'adaptation spécifiques au site pour répondre aux éventuels risques et impacts environnementaux, sociaux et climatiques. Le PGES couvre toutes les composantes du projet et conservera sa pertinence avec le financement additionnel.
- 34. Le financement additionnel proposé permet de conserver en l'état les buts, les objectifs de développement et les composantes du projet. Il n'inclura pas de nouvelles activités majeures et ciblera de nouveaux ménages et villages dans les zones géographiques retenues lors de la conception initiale. Par conséquent, la catégorie du projet demeure inchangée.

C. Classement au regard des risques climatiques

- 35. Le projet initial n'a pas fait l'objet d'un classement au regard des risques climatiques, et aucune évaluation des risques climatiques n'a été entreprise, car le projet a été conçu avant 2015, année où les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique sont entrées en vigueur.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

- 36. La conception initiale était pleinement conforme aux politiques du FIDA. Le financement additionnel proposé est en totale adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et le programme d'options stratégiques pour l'Inde 2018-2024, qui visent à accroître les capacités productives des populations rurales pauvres et les avantages qu'elles retirent de leur intégration au marché. Le Projet étendu et élargi d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés est conforme aux politiques et stratégies du FIDA en matière d'intégration des

questions de genre, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de changement climatique, de finance rurale, de reproduction à plus grande échelle et d'évaluation sociale, environnementale et climatique.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

37. Aucun changement n'est proposé par rapport à la conception initiale.
38. **Organismes d'exécution.** Les organismes centraux sont les suivants: le Ministère des affaires économiques, le Ministère des finances et le Gouvernement indien au niveau fédéral, et le Ministère de la planification du Gouvernement du Meghalaya au niveau de l'État. La MBMA sera l'agent principal du projet, aux côtés d'unités de gestion du projet au niveau du district (UGPD) situées dans les zones couvertes par le projet.
39. **Structures de coordination.** La coordination au niveau de l'État sera assurée par le conseil du MBDA, lequel examinera l'avancement du projet et veillera à ce que ses activités soient coordonnées avec d'autres actions de développement menées dans l'État. Les structures de gestion et de coordination ont fonctionné de manière plutôt satisfaisante, avec notamment une amélioration de la gestion et de la coordination au cours des trois dernières années. Les structures de coordination mises en place durant l'exécution du projet continueront à fonctionner pendant la période couverte par le financement additionnel. En outre, un mécanisme sera mis en place au niveau national pour travailler en étroite collaboration avec le Ministère des affaires économiques sur les questions relatives au suivi de la performance, à l'orientation/au soutien technique et à la facilitation du partage des savoirs entre les projets menés en Inde et les ministères de tutelle concernés.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

40. Il ressort de l'évaluation de la gestion financière que les dispositions actuelles appliquées par l'agent principal du projet sont adéquates. Pendant la phase du financement additionnel, la MBMA continuera à utiliser les normes nationales de gestion financière conformes aux directives et procédures du FIDA. Les procédures annuelles de planification budgétaire demeurent inchangées. L'exécution du projet respectera les dispositions du manuel financier du projet, et la communication des informations financières sera effectuée conformément au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. Les comptes du projet seront vérifiés par des commissaires aux comptes indépendants désignés par le Bureau du Contrôleur et de l'Auditeur général, conformément aux normes d'audit nationales acceptables.
41. Les accords subsidiaires entre le Gouvernement du Meghalaya et la MBMA sur la réception des fonds du projet seront prolongés pour couvrir la période du financement additionnel.
42. Les risques inhérents au projet sont élevés, et ce malgré l'environnement général entourant la gestion financière, l'accent mis par les pouvoirs publics sur l'amélioration de la gestion financière, les résultats obtenus en la matière et l'expérience acquise dans le cadre de l'exécution du projet.

Passation des marchés

43. Les procédures de passation des marchés concernant les biens, les travaux et les services (y compris les services autres que ceux de conseil) pour le projet sont conformes aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et au Guide pratique de passation des marchés du FIDA (2021). Le plan de passation des marchés aligné sur le PTBA sera préparé par l'agent principal du projet, avant d'être approuvé par le FIDA. La dernière version de la matrice des risques liés à la passation des marchés concernant le financement initial indique que les processus, procédures et systèmes appliqués présentaient des lacunes et des incohérences qui ont eu un impact limité sur l'exécution et la performance du projet. L'intégration du projet dans les nouveaux systèmes de passation des

marchés à interface unique du FIDA renforcera considérablement les activités de passation des marchés du projet. L'actuelle unité de passation des marchés concernant le financement initial sera renforcée pendant la période couverte par le financement additionnel.

Gouvernance

44. La conception initiale du projet demeure inchangée. Le manuel d'exécution du projet comprend un cadre visant à assurer la bonne gouvernance du projet. Ce cadre vise à garantir: i) la transparence, en mettant l'information dans le domaine public; ii) l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources; iii) la participation, afin que les populations puissent faire entendre leur voix dans le contexte des décisions susceptibles de les concerner. L'implication des communautés concernées à tous les stades de l'exécution du projet peut simultanément améliorer les effets de développement et réduire les risques de fraude et de corruption.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

45. Aucun changement n'est proposé par rapport à la conception initiale. Les deux principaux instruments de planification et de suivi sont le cadre logique et le PTBA.
46. **Planification.** Toutes les UGPD élaboreront des projets de PTBA qui seront compilés au niveau de l'État par l'unité de gestion du projet. Les plans de travail et budgets annuels seront soumis au comité de gestion du projet, puis au FIDA pour avis de non-objection.
47. **Suivi.** Il sera rendu compte des indicateurs clés, définis dans le cadre logique, dans les rapports de situation semestriels. Le système d'information de gestion du projet permettra d'orienter efficacement les interventions du projet vers les bénéficiaires ciblés.
48. **Gestion des savoirs.** Les principaux domaines d'apprentissage du projet portent sur la gestion des ressources naturelles, les filières et l'accès au financement. La gestion des savoirs a été intégrée dans l'exécution du projet par les moyens suivants: i) nomination de responsables centraux chargés de la gestion des savoirs sur le terrain; ii) collecte régulière d'informations sur les difficultés, les enseignements et les bonnes pratiques observés sur le terrain, et diffusion de ces informations à l'ensemble du personnel du projet; iii) meilleure coordination entre les composantes, car l'équipe de gestion des savoirs facilite les examens et les discussions entre les différents services. Ce système sera maintenu pendant la période couverte par le financement additionnel.
49. **Communication stratégique.** Le message clé du projet est que la production axée sur le marché, associée à l'accent mis sur la gestion des ressources naturelles et l'accès au financement, permet d'améliorer la productivité, la fixation des prix et les pratiques nutritionnelles, ce qui favorise le développement inclusif et durable.
50. Les principales innovations du projet sont les suivantes:
- i) Traitement des eaux polluées par les mines de charbon au moyen de la technique des canaux à chaux ouverts et de mesures de traitement ayant recours aux végétaux. L'utilisation de ces techniques a été reproduite à plus grande échelle par le Gouvernement du Meghalaya.
 - ii) Les techniques d'inclusion financière rentables et participatives utilisées par les coopératives villageoises intégrées sont également reproduites à plus grande échelle par le Gouvernement du Meghalaya dans des zones non couvertes par le projet.
 - iii) Passage d'une agriculture de subsistance à un système de production axé sur le marché.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

51. L'accord de financement actuel sera modifié une fois que l'approbation de l'emprunteur/du bénéficiaire aura été obtenue.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

52. Un amendement à l'accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement additionnel proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire.
53. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

55. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt millions cinq cent quatre-vingt mille dollars des États-Unis (20 580 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators	Original financing targets	Additional financing targets	Total Project Target	Means of Verification			Assumptions
					Source	Frequency	Responsibility	
1	2	6	7	13	9	10	11	12
Outreach	1.a Estimated corresponding total number of households members				MIS	semi-annual	PMU	
	Household members - Number of people	7,89,360	1,30,145	9,19,505				
	1.b Corresponding number of households reached							
	Women-headed households - Number	50,050	8,252	58,302				
	Non-women-headed households - Number	92,950	15,325	1,08,275				
	Households - Number	1,43,000	23,577	1,66,577				
	1.c Persons receiving services promoted or supported by the project							
	Females - Number	1,21,765	11,789	1,33,554				
	Males - Number	1,21,765	11,789	1,33,554				
	Young - Number	73,059	7,073	80,132				
	Not Young - Number	1,70,471	16,504	1,86,975				
	Indigenous people - Number	2,34,519	22,705	2,57,224				
	Non-Indigenous people - Number	9,011	872	9,883				
	Total number of persons receiving services - Number of people	2,43,530	23,577	2,67,107				
Project Goal Higher family incomes & better quality of life in rural Meghalaya	2.a. % households reporting increase in assets				Impact assessment Study	Midterm and Completion	PMU	
	Households - Percentage (%)	75	(10)	65				
	2.b. % Households reporting increase in income							
	Households - Percentage (%)	75	(10)	65				
	2.c. Households reporting increase in food security							

Results Hierarchy	Indicators	Original financing targets	Additional financing targets	Total Project Target	Means of Verification			Assumptions
					Source	Frequency	Responsibility	
	Households - Percentage (%)	75	(10)	65				
Development Objective Expanded and sustainable livelihood opportunities adapted to the hill environment and to the effects of climate change	3.a Households linked to supply chain and enterprise development interventions				Thematic studies, Annual Outcome Survey and Project progress reports	Midterm and completion	PMU	
	Households - Number	50,000	40,000	90,000				
	3.b 210 IVCS are financially sustainable and have loan recovery rates of at least 95%							
	No. of IVCS financially sustainable - Number	210	0	210				
	3.c Households reporting a significant reduction in the time spent for collecting water or fuelwood							
	Households - Number	20,000	2,000	22,000				
Outcome Increased sustainable management by communities of their soil, water and biodiversity resources	4.a Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices				Thematic studies, Annual Outcome Survey and Project progress reports	Annual	PMU	Changes in weather patterns do not seriously affect farming. Prices do not fall to a level where local production unviable
	Households - Percentage (%)	70	0	70				
	4.b Households reporting an increase in production							
	Total number of household members - Number of people	50,000	15,000	65,000				
	4.c Households reporting increased area under irrigation							
	Households - Number	10,000	0	10,000				
Output Natural resource planning	5.a Village/community plans formulated				MIS	Annual	PMU	
	Number village plans - Number	1,350	0	1,350				

Results Hierarchy	Indicators	Original financing targets	Additional financing targets	Total Project Target	Means of Verification			Assumptions
					Source	Freq- uency	Respon- sibility	
Output Land, water resource and food crop development	6.a No of villages with water-related interventions				MIS/project progress reports	Annual	PMU	Adequate funds are available for the implementation of activities from convergence
	No. of villages - Number	1,000	0	1,000				
	6.b No of Villages with land and conservation related interventions				MIS/project progress reports	Annual	PMU	
	No. of villages - Number	1,000	0	1,000				
Outcome Increased use of financial services by rural households	7.a Households reporting using rural financial services				MIS	Annual	PMU	Support from the Department of Cooperatives and quality handholding from MCAB
	Males - Number			50,000				
	Females - Number			50,000				
	Households - Number	90,000	10,000	1,00,000				
	7.b Average combined share capital and savings per household with IVCS (in Rupees)				MIS	Annual	PMU	
	Value in INR - Number	10,000	0	10,000				
Output Rural finance	8.a IVCS societies cover 1125 villages with 1,00,000 members				ICVS MIS system	semi-annual	PMU	Support from the Department of Cooperatives and quality handholding from MCAB
	No. of villages - Number	900	225	1,125				
	No. of members - Number of people	90,000	10,000	1,00,000				
	8.b IVCS formed/strengthened				ICVS MIS system	Annual	PMU	
	No. of IVCSs formed - Number	300	150	450				
	8.c IVCS formed/strengthened with women as a part of leadership				ICVS MIS system	Annual	MPU	
	No. of IVCSs - Number	150	75	225				

Results Hierarchy	Indicators	Original financing targets	Additional financing targets	Total Project Target	Means of Verification			Assumptions
					Source	Freq- uency	Respon- sibility	
Outcome Increased real net income for individuals and households in competitive inclusive supply chains and local micro- and small enterprises	9.a Households reporting increased crop and livestock sales				AOS	Annual	PMU	Households have adequate labour for the expansion of enterprise and good returns in sub-sector
	Households - Percentage (%)	80	0	80				
	9.b Households reporting increased sale prices by 15%				AOS	Annual	PMU	
	Households - Percentage (%)	50	0	50				
	9.c Households linked to Market Players				AOS	Annual	PMU	
	Households - Percentage (%)	30	10	40				
	9.d Rural entrepreneurs expand the turn over of their business by at least 30%				AOS	Annual	PMU	
	Number of entrepreneurs - Number	5,000	0	5,000				
9.e Supported rural enterprises reporting an increase in profit				AOS	Annual	PMU		
Number of enterprises - Number	3,000	0	3,000					
Output Inclusive Supply Chain	10.a Supply chain clusters established				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	Viable value chain development opportunities exist
	No. of clusters - Number	485	75	560				
	10.b 30,000 households participating in cluster-based production				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	
	Households - Number	20,000	10,000	30,000				
	10.c Persons trained in production practices and/or technologies				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	
	Men trained in crop - Number	10,000	2,500	12,500				
	Women trained in crop - Number	10,000	2,500	12,500				
	Total persons trained in crop - Number of people	20,000	5,000	25,000				
10.d Supported rural producers that are members of a rural producers organization				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU		

Results Hierarchy	Indicators	Original financing targets	Additional financing targets	Total Project Target	Means of Verification			Assumptions
					Source	Frequency	Responsibility	
	Rural POs/PGs and IVCS undertaking production and marketing supported - Number	1,200	4,800	6,000				
	Women in leadership position - Number	600	2,400	3,000				
	10.e Supported rural producers that are members of a rural producers' organization				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	
	Total number of persons - Number	50,000	40,000	90,000				
	Males - Number	25,000	20,000	45,000				
	Females - Number	25,000	20,000	45,000				
	Indigenous people - Number	48,150	36,850	85,000				
	Non-Indigenous people - Number	1,850	3,150	5,000				
	Young - Number	15,000	12,000	27,000				
Not Young - Number	35,000	28,000	63,000					
Output Livestock development	11.a Paravets trained & providing services				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	Sufficient number of CLP and VRLP can be recruited and trained
	No. of paravets trained - Number	300	100	400				
	No. of Village Level Resource Person trained - Number	360	440	800				
Output Market development	12.a Roads constructed, rehabilitated or upgraded				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	Traditional leadership allows market development
	Length of roads - Length (km)	250	(22)	228				
	12.b Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	
	Market facilities constructed/rehabilitated - Number	55	20	75				

Results Hierarchy	Indicators	Original financing targets	Additional financing targets	Total Project Target	Means of Verification			Assumptions
					Source	Frequency	Responsibility	
	12.c Staff of service providers trained (refers to staff of the marketing committees)				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	
	Males - Number	275	0	275				
	Females - Number	275	0	275				
Output Enterprise Development	13.a Persons trained in income-generating activities or business management				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	
	Females - Number	0	18,500	18,500				
	Males - Number	0	18,500	18,500				
	Indigenous people - Number	0	35,631	35,631				
	Non-Indigenous people - Number	0	1,369	1,369				
	Young - Number	0	11,100	11,100				
	Not Young - Number	0	25,900	25,900				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number	0	37,000	37,000				
	13.b Rural enterprises accessing business development services				MIS/project progress reports	Quarterly	PMU	
	Rural enterprises - Number	5,000	1,000	6,000				

Updated summary of the economic and financial analysis

I. FINANCIAL ANALYSIS

A. Objectives and Scope

56. **Methodology:** The methodology used for financial analysis included (i) revising the crop and activity models that were developed during project design and are being promoted under the LAMP, (ii) aggregating the activity models at the project model after revising them for prices, inflation factors, etc.
57. Input and output prices of farm production, NTFP, and livestock were obtained from Department of Agriculture, Horticulture, MBMA and State Agricultural Marketing Board, Shillong. Commodity prices were obtained from the regulated markets operating in Meghalaya through its websites: megamb.nic.in and from the IPM Section under of MBDA.

B. Key assumptions of financial analysis

58. Key assumptions are:
 - With training, technology support and better input services, the farmers can undertake improved farming practices and thereby enhancing productions at farm level.
 - There are skills and practices for rainfed agriculture, cultivation of off-season vegetables, spices, and flowers, etc and livestock products such pig, poultry, goats which can be expanded with improved farm management practices.
 - Although, there are three district agro-climatic zones, namely Tropical Zone, Sub-tropical Zone and Temperate Zone, crop and activity models that are common to these zones were prepared and used in the analysis.
 - Soil health is invariably poor and as a result overall production potential is far lower than other parts in India. Therefore, continued application of FYM, composts and other organic manure is necessary to improve the soil health and their fertility and sustaining productions.
 - Farm gate prices are nearly 15% lower than those of the nearby market prices. In case of off-season vegetables, the farm gate prices amount to no more than 60%⁹.
 - Average distance between farm-gate to any wholesale market is 10 km. There are several private jeeps and vans plying carrying both passengers and commodities. But these vehicular operations are not periodic but with random schedules. This largely affects input and output prices.
 - Under the project's NRM interventions such as soil and water conservation, small-scale irrigation, micro-watershed treatment, spring protection and development, access to clean drinking water, drudgery reduction interventions.
 - Productivity increases under NRM development and IPM interventions are assumed at conservative levels ranging between 15% and 35% over the existing levels and these increases are achieved due to in situ soil and moisture conservation practices and improved agronomic practices.
 - No significant changes or shifts in cropping patterns are assumed but the key assumptions have been adoption of appropriate agronomic practices including inter-cropping, crop rotation, conservation farming etc and these reflect in cultivation of off-season vegetables, spices, plantation crops.

⁹ Market surveys during the Design mission

C. Farm / Household Models

59. The crop, activity and plantation models, that were prepared at design were revised to adjust them for prevailing prices. These models were designed to pattern the landholdings and livelihood options and resource availability of the target group in the project area. The models broadly illustrate the LAMP's expected impact on the incomes, and labour use of households adopting and/or adapting both on-farm and non-farm technology options. These models are indicative and assumed for assessing the Project Performance Indicators. These are briefly described below.

- NRM household model: the model has been assumed an area of 0.7 ha per household primarily with rainfed paddy (0.4 ha), maize (0.07 ha), peas (0.05 ha), mustard (0.05 ha) sweet potato (0.1 ha), vegetables (0.1 ha) etc. No major shift in cropping patterns is envisaged in the short run.
- Supply chains production model: It has been assumed that IPM households participating under the LAMP have three different models (i) NRM model as described above, (ii) IPM crop model and (iii) IPM activity model. IPM crop model has ginger (0.105 ha), turmeric (0.105 ha), pineapple (0.1 ha), pepper (0.12 ha), banana (0.12) vegetables (0.107 ha) and scented rice (0.07 ha). Most of the plantation crops are taken up in the upland whereas the vegetables are cultivated in the lowland. Under IPM activity model honey production and sericulture activities have been assumed.
- IVCS households: In addition to cultivating a meagre landholding of 0.70 ha, some 30 to 32% of NRM households also tend livestock predominantly of 3 piglets and 8-10 goats. Each household pig unit include 3 piglets, one pigsty and facilities for vet services. Each goat unit include 8 does, one buck, goat-shed and other facilities. These households would be supported through IVCS rural financing. In addition, IVCS households also use the institution for cultivating food crops on some 0.2 ha of land.
- EFC household models: The EFC households have small enterprises such as tailoring, petty shops, services enterprises such as photo-copying unit along with internet, scanning and printing and facilities for binding etc, grocery shops and other non-farm micro-enterprises.
- Market Access benefits to households: The project could not conduct an ex-ante analysis of setting up market sheds but has derived estimates from similar IFI funded projects in the region. An analysis of the market sheds in the World Bank funded NERLP project showed that on an average 24 households benefit from market access such market sheds and the sales increase 224.5% due to the market sheds. The

60. Details of the financial analysis of models presented in Annex-3.1 to 3.6 are summarized in Table below:

Model	Gross Income (INR)	Input Cost (INR)	Labour (INR)	BCR	FIRR (%)	NPV (incremental) (INR)
NRM household model (0.7 ha)	66,306	43,833	30,730	0.64	high	16,696
IVCS farm model (0.2 ha)	32,801	13,833	7,497	1.37	high	78,436
IVCS livestock household	30,925	15,660	15,660	0.50	21%	19,676
Supply chains production (1.3 ha)	119,389	30,929	17,483	1.75	54%	166,598
Supply chain enterprises	171,152	136,781	12,651.86	0.25	98%	100,574

NPV is on incremental net return

II. ECONOMIC ANALYSIS

A. Objectives and Methodology

61. The objective of the economic analysis is to evaluate the expected contribution of the LAMP including the benefits from the additional financing component to the economic development of the project area districts. The purpose of such analysis is to determine whether the economic benefits sufficiently justify the use of the resources that the project needs.

B. Assumptions

62. The following assumptions underlie this economic analysis of the project.
- A twenty-year analysis period has been assumed, which included a 13 year project investment period and a 7 year capitation period.
 - Agricultural goods move freely within the project area in response to market signals.
 - All agricultural inputs and outputs that are traded are valued at their border prices as of June 2022. These have been adjusted to allow for transport and marketing costs between the state border and target districts, to give an economic export parity value at the farm gate.
 - Economic investment costs are net of taxes and price contingencies, production credit, office rent etc. All costs directly associated with the incremental production are included in full, including incremental farm inputs and family labour.
 - A standard conversion factor (SCF) of 0.85 is applied to both traded and non-traded items for adjusting financial prices but with the following variations: food crops at 85%, fruits and vegetables and spice crops at 75%, labour 75%, livestock products, seeds and seedling and all planting materials and enterprises at 100%.
 - The average financial rural wage rate is taken to be the best estimate of the economic value of labour. The financial price of unskilled labour (INR 225) reflects seasonal variation in employment opportunities in the State. The value is derived from the prevailing MGNREGA rates in the state. The financial wage rate is thus taken to reflect the value of the marginal product of agricultural male and female labour without the project;
 - The analysis includes only on-farm benefits and including attributable benefits from soil and water conservation under NRM;
 - All costs and benefits are relating to investments made on targeted project area households and the resultants benefits;
 - Time required for the full development has been assumed over 10 years including farming system development, dissemination of information and technology transfer, and establishment of improved farming practices including changes at grassroots levels, improved access to markets, road improvement etc;
 - The analysis employs an Opportunity Cost of Capital (OCC) at 7.5%.

C. Costs - Benefits Streams and Analysis

63. **Investment and Recurrent Costs:** The incremental cost streams include all incremental on-farm investment and operating costs including the economic value of all the necessary incremental labour; and the project investment costs (calculated using COSTAB) and excluding the cost of the input packages, taxes and duties, grant, risk fund, office rentals, price contingencies, etc.
64. The **project economic costs** were calculated from the financial project costs excluding price contingencies, subsidies for production inputs, development credit, taxes and duties. Recurrent costs for continued extension/training support, operations and maintenance and periodic replacement of vehicles have been

included. Economic prices for inputs and output models were estimated by applying the conversion factors on the financial prices.

65. **Project Performance Indicators:** Cost-benefit analysis method was used for the economic analysis of the project and using three indicators to assess the overall performance of the project. These are (i) economic internal rate of return (IRR), and (ii) net present value (NPV). These were estimated using a 20-year incremental cash flows of benefit and cost streams. The overall Project IRR is 36.2% which is higher than the EIRR estimated at project design. The estimated NPV for a 7.5% discount rate is INR 7,291 million. A positive NPV under the current Opportunity Cost of Capital (OCC) of 7.5% indicates that the project investments are robust.

Scenario			EIRR	ENPV (INR M)
Base Case			36.3%	7,291.2
Changes				
Programme Costs	Incremental Benefits	Benefits delayed by		
+ 20%			30.9%	6,628.2
+ 40%			26.6%	5,965.3
	- 10%		33.1%	6,230.6
	- 20%		29.7%	5,170.0
	- 30%		26.0%	4,109.4
	- 40%		22.0%	3,048.9
+ 20%	- 20%		24.7%	4,507.1
Base Case		1 year	28.6%	6,032.8
		2 years	23.3%	4,862.3
		3 years	19.3%	3,773.4
+ 20%	- 20%	1 year	19.6%	3,500.4
		2 years	15.9%	2,564.0
		3 years	12.9%	1,692.9
Switching Values /a				
Costs	+		219.8%	0
Benefits	-		68.7%	0

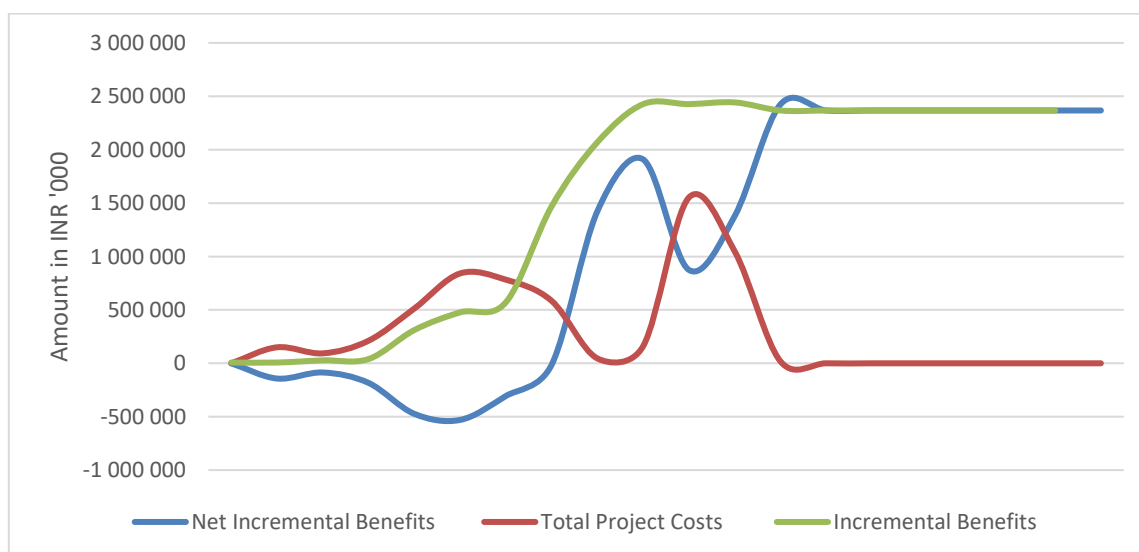
66. **Sensitivity analysis:** Sensitivity analysis of the project performance indicators has been carried out in order to test the robustness of project investments and benefits streams. If benefits are delayed by three years (in effect, if the project's production activities take longer to scale up), then the IRR declines to 19.3% with a NPV of INR 3,773 million. Even in the adverse condition that the project activities are delayed by three years, the costs increase by 20 per cent and the benefits decrease by 20 per cent the project has an EIRR of 12.9 per cent which is well above the discount rate of 7.5 percent.
67. **Switching value analysis:** Switching values¹⁰ indicate that the investments are worthy even if costs increased over 219.8% or the benefits declined by 68.7 %.
68. **Comparison with design stage EFA indicators:** In order to compare the EFA indicators of ex-ante and post MTR, (i) summary cash flow series of ex-ante EFA were adjusted to June 2022 price level using the State of Meghalaya's inflation rates and (ii) the

¹⁰ Switching values are yet another measure of sensitivity analysis They demonstrate by how much a variable would have to fall (if it is a benefit) or rise (if it is a cost) to make it not worth undertaking an option.

discount rate of 7.5% was used. Resulting comparisons are presented in the table below:

Particulars	Ex-ante EFA Indicators	Ex-ante Additional Financing EFA indicators
IRR	25%	36.2%
NPV INR million, discounted at 7.5%	15,417	7,291
<u>Benefits lagged by 2 years:</u>		
IRR	18%	23.3%
NPV INR million, discounted at 7.5%	13,398	4,862
<p><i>There were nearly a nil outcome achievement during period prior to MTR and thus all benefits are accounted for during the post MTR implementation period; Number of out reached households also nearly halved as EFC could not register any growth and nor the livestock development. This scenario has adversely affected the post-MTR NPV values significantly. Although, there are no changes in IRR, NPV under post-MTR scenarios nearly halved. This was not the scenario of "benefits lagging" as no corresponding investments were made by the project.</i></p>		

69. Graph showing Incremental benefits, Costs and Net Income is provided below:



Appendix III – Action plan with intermediate six-month targets

1. IFAD's Supervision and Monitoring Plan

To address the critical issues in a time-bound manner and guarantee the implementation and execution of the available resources, the project will continue receiving a close follow-up through:

- One full supervision mission - Annually
- One implementation support mission - Annually
- Virtual stocktake meetings – Monthly (reducing the frequency to quarterly based on performance)

Est. date	Type	Focus
Sept 2022	Virtual Stocktake Meeting	<ul style="list-style-type: none"> - Update and discussion on key agreed actions of last PSM & ISM - Status of budget allocation for 2022 - Update on the project progress - Support to the project team in identifying and resolving any bottleneck or emerging issues - AOB
Oct 2022	Supervision + Star up Workshop (for the proposed extension and AF)	<ul style="list-style-type: none"> - Implementation status of AWPB 2022-23 - Priorities for AWPB 2023-24 - Financial Management and audit arrangements - Disbursement status - Revision of LogFrame - Revision of Exit Strategy - Review of PIM, if needed - Update on all necessary compliances
Nov 2022		Virtual Stocktake Meeting
Dec 2022		Virtual Stocktake Meeting
Jan 2023		Virtual Stocktake Meeting
Feb 2023		Virtual Stocktake Meeting
Mar 2023	Implementation Support Mission	<ul style="list-style-type: none"> - Assess status of agreed actions of last SM - Review the project progress against its overall outputs and outcomes - Provide guidance to the project team to improve performance rating which are problematic - Update on the project progress
Apr 2023		Virtual Stocktake Meeting
May 2023		Virtual Stocktake Meeting
Jun 2023		Virtual Stocktake Meeting
Jul 2023		Virtual Stocktake Meeting
Aug 2023		Virtual Stocktake Meeting
Sep 2023	Supervision Mission	<ul style="list-style-type: none"> - Implementation status of AWPB 2023-24 - Development of AWPB 2024-25 - Review the project Logframe - Financial Management and audit arrangements - Disbursement status
Oct 2023		Virtual Stocktake Meeting
Nov 2023		Virtual Stocktake Meeting
Dec 2023		Virtual Stocktake Meeting
Mar 2024	Implementation Support Mission	<ul style="list-style-type: none"> - Assess status of agreed actions of last SM and ISM - Review the project progress against its overall outputs and outcomes

		<ul style="list-style-type: none"> - Provide guidance to the project team to improve performance rating which are problematic - Update on the project progress - Review the Exit Strategy and corresponding activities on ground
May 2024	Virtual Stocktake Meeting	<ul style="list-style-type: none"> - Review the project Logframe - Update and discussion on key agreed actions of last SM & ISM - Status of budget allocation for 2024 - Progress on advancing to sustainability and exit activities (including status of handover and linkage with respective line departments)
Jul 2024	Virtual Stocktake Meeting	<ul style="list-style-type: none"> - Discussion on initiation of PCR activities - Progress on advancing to sustainability and exit activities - Closing Readiness
Sep 2024	Supervision	<ul style="list-style-type: none"> - Implementation of AWPB 2024-25 - Revision of Disbursement Plan - Financial Management and audit arrangements - PCR requirement and documentation needed
Dec 2024	Completion	<ul style="list-style-type: none"> - PCR preparation - Closing Readiness - Implementation of Exit Strategy

2. **LAMP Action Plan**

The following performance indicators will be closely monitored to evaluate the implementation status of the extension (Appendix A).

Action plan for LAMP project. Targets and expected dates

Area	Indicator/goal	Expected date	Responsible	Progress as on 30-06-2022	Status
A. Disbursement plan	Disbursement plan followed – IFAD	Upto Dec 2022: 69% Balance Fund as on Dec 2022: USD 21 mil Additional Financing: USD 20 mil Total: USD 41 mil which will be disbursed as follows: >7% by 31-3-2023 >60% by 31-3-2024 >99% by 31-12-2024 >1% by 31-6-2025	MBMA	54.5%	Project is in line to achieve 70% disbursement by December 2022 specifically in grant support fund which has a pipeline of Rs.55Cr., Market led infrastructure in the project cluster, convergence which is already achieved but pending consolidation of data and Support fund to IVCS
B. Project implementation 18	Capacity Building and Training	>37% by 31-08-2022 >45% by 31-10-2022 >50% by 15-12-2022 >65% by 31-3-2023 >80% by 31-6-2023 100% by 31-9-2023	MBMA	-	Capacity building of already shortlisted supply chain participants (PGs, SPs, IVCS) is in the pipeline of which 50% will be completed by December 2022
	Installation of water-lifting devices	Procurement by 25-9-2022 Completion of Installation by 15-12-2022 100% by 31-12-2022	MBMA	10%	33 Electric pumps installed; project is already in the process of procuring 27 solar pumps, 118 electrical pumps and 8 ram pumps; Technical Specifications

					developed to be uploaded for IFAD NOC
	Technical extension support under INRM	>55% by 31-08-2022 >59% by 30-09-2022 >62% by 31-10-2022 >65% by 30-11-2022 >70% by 31-03-2023 >80% by 31-06-2023 >90% by 31-12-2023 >95% by 31-03-2024 100% by 31-06-2024	MBMA	51%	Onsite agri extension services to continue across all project villages until maturity is reached; Support such as provision of farm implements, drudgery reducing implements, technical exposure will also be provided on a case to case basis over the next 2 years
	Implementation of Village Development Fund	>80% by 15-12-2022 >90% by 31-01-2023 100% by 28-2-2023	MBMA	78%	All 72 targeted IVCS-CHCs started rendering custom hiring services; Asset transfer to IVCS-CHCs under progress; procurement of 80% planned procurement completed; Technical Persons engaged to render technical support to DPMUs.
	Higher order intervention	>8% by 30-09-2022 >17% by 30-11-2022 >21% by 15-12-2022 >100% by 31-06-2023	MBMA	3%	1.4 cr of VDF amount (not disbursed to 40 VDF tranches to inactive VECs) to be

					reallocated as Challenge Fund
	Convergence	>70% by 31-08-2022 >75% by 30-09-2022 >80% by 31-10-2022 >96% by 30-11-2022 100% by 31-1-2023	MBMA	64%	Out of the Target of 72 acre for reclamation of degraded land through plantation of Medicinal and Aromatic Plants, 57 acres completed. Out of the Total of 15 Sites for Implementation of OLCT, work has started in 13 Sites. Works under other INRM Higher Order Activities have been initiated through S&WCD.
	Implementation of Supply chain grant support	>80% by 31-08-2022 >100% by 31-10-2022	MBMA	52%	Out of total target 12.67 crore, 1.28 crore achieved as on 5th August 2022. In addition to Convergence under MGNREGS, convergence process initiated under S&WCD.
	Market led infrastructure, action research and tech demo	>50% by 31-08-2022 >70% by 30-09-2022 >85% by 31-10-2022 100% by 15-12-2022	MBMA	27%	Proposals for pilot innovations (Cold Storage, Blanket Vaccine carriers, pineapple fibre making units, banana fibre making units) already

					received and ready for disbursement
	Seed Secure Meghalaya program	>65% by 31-09-2022 >85% by 31-10-2022 >100% by 15-11-2022	MBMA	-	New activity to start in next phase
	Support Fund to IVCS	>72% by 31-08-2022 >75% by 30-09-2022 >76% by 31-10-2022 >80% by 30-11-2022 >100 by 28-02-2023	MBMA	47%	289 IVCS received 01 st instalment Corpus Fund and another 256 IVCS received 02 nd instalment. All IVCS expected to get both instalment of Corpus Fund by end of November 2022. Risk Fund to IVCS will be supported on a case to case basis over the next 02 years.
	Credit Linkage for IVCS	>15% by 31-08-2022 >16% by 30-09-2022 >17% by 31-10-2022 >18% by 30-11-2022 >19% by 31-12-2022 >28% by 31-12-2023 >35% by 31-12-2024	MBMA	14%	Credit linkage is slowing picking up as IVCS are beginning to mature. Further the project target of 183 Cr is on the higher side which needs to be revised to realistic figures
	Expansion of IVCS	>9% by 31-03-2023 >21% by 31-06-2023 >39% by 31-09-2023 >60% by 15-12-2023 >71% by 31-03-2024	MBMA	-	New activity to start in next phase

		>83% by 31-03-2024 >91% by 31-06-2024 100% by 31-09-2024			
	IVCS Computerization	>2% by 31-06-2023 >70% by 31-09-2023 >73% by 31-03-2024 100% by 31-06-2024	MBMA	-	To start in next phase
	Development of Apex supervision and regulatory body for IVCS	>19% by 31-03-2023 >27% by 31-06-2023 >57% by 31-09-2023 >65% by 15-12-2023 >79% by 31-03-2024 >85% by 31-03-2024 100% by 31-06-2024	MBMA	-	To start in next phase
	Establishing Community Nurseries	>17% by 31-9-2022 >58% by 31-9-2023 >100% by 31-9-2024	MBMA	-	to start in next phase
	Payment for Eco-system Services	>14% by 31-6-2023 >57% by 15-3-2024 >100% by 31-9-2024	MBMA	-	to start in next phase
	Farm improvement and drudgery reduction	>6% by 31-3-2023 >34% by 31-9-2023 >46% by 15-12-2023 >55% by 31-3-2024 >88% by 31-9-2024 >100 by 15-12-2024	MBMA	-	to start in next phase
C. Project management	AWPB (as approved by IFAD) executed at least 85% (as by is at	By 31-3-2023 By 31-3-2024 By 31-12-2024	MBMA	-	

	Audit Report are presented on time	By 30-9-2022 By 30-9-2023 By 30-9-2024	MBMA	-	
	Preliminary AWPB and Procurement Plan are presented on time	By 28-2-2023 By 28-2-2024	MBMA	-	
D. IFAD's support	2 missions per year (1 supervision, 1 Implementation Support Mission) and monthly virtual stocktake meetings in 2023, Quarterly virtual stocktake meeting in 2024	4 by 31-12-2022 12 by 31-12-2023 5 by 31-12-2024	IFAD	-	On-going